Comment l'assurance et la protection sociale contribuentelles à la gestion des risques dans les sociétés développées?

Programme de SES – classe de Première

Présentation des nouveaux programmes de SES dans le cadre de la réforme du lycée 19 et 21 mars 2019

Introduction

■ 1^{er} questionnement des regards croisés dans le programme de Première

Objectifs d'apprentissage:

- Connaître les principaux types de risques économiques et sociaux auxquels les individus sont confrontés (maladie, accident, perte d'emploi, vieillesse).
- Comprendre que l'exposition au risque et l'attitude face au risque (perception du risque, aversion au risque, conduites à risque) diffèrent selon les individus, les groupes sociaux et les sociétés, et être capable de l'illustrer par des exemples.
- Comprendre les effets positifs (bien-être, incitation à l'innovation) et négatifs (aléa moral) du partage des risques tant pour les individus que pour la société.
- Connaître les principes (prévention, mutualisation et diversification) qui permettent la gestion collective des risques et savoir les illustrer par des exemples.
- Connaître le rôle des principales institutions qui contribuent à la gestion des risques (famille, sociétés et mutuelles d'assurance, pouvoirs publics).
- Comprendre que la protection sociale, par ses logiques d'assurance et d'assistance, contribue à une couverture des risques fondée sur le principe de solidarité collective.

Introduction

<u>Eléments de la conférence de Jérôme Gautié</u> (Centre d'Economie de la Sorbonne): « Comment faire face au(x) risque(s) et comment le(s) gérer collectivement? » (approche économique)

- Le point du vue adopté
 - Une introduction à l'approche économique standard du risque et de l'assurance, visant à présenter les mécanismes fondamentaux
 - Le « risque » : événement à la survenance incertaine (au sens commun du terme) qui peut affecter le bien-être de l'individu, positivement ou négativement
- Déroulé de l'intervention
 - L'individu face au risque
 - La gestion du risque : modalités et institutions
 - Comment assurer ?

L'aversion pour le risque

- La plupart des individus n'aiment pas le risque
- Espérance de gains (EspG) = somme des gains pondérés par leur probabilité; à espérances de gains égales, ils choisissent généralement le « scénario » le moins risqué ; ainsi, dans l'exemple 1, un individu « averse au risque » choisira A

EX.1

Scénario A (sans risque)	Scénario B (risqué)
Vous gagnez 100 € [p = 100%]	On tire à pile (P) ou face (F) P: 0€ [p = 50%] F: 200 € [p = 50%]
EspG (A) = 100 €	EspG (B) = 100 €

La prime de risque

Combien un individu est-il prêt à payer pour éviter le risque ? Ou symétriquement, combien faut-il le payer pour qu'il accepte d'opter pour la situation plus risquée ? => la « prime de risque »

EX.3

Scénario A (sans risque)	Scénario B (risqué)
Vous gagnez 100 € [p = 100%]	On tire à pile (P) ou face (F) P: 0€ [p = 50%] F: 300 € [p = 50%]
EspG (A) = 100 €	EspG (B) = 150 €



- La prime de risque se mesure par le montant de [EspG(B) EspG(A)] minimum nécessaire pour que l'individu choisisse B (le scénario risqué) plutôt que A (le scénario certain) ; plus forte est l'aversion au risque, plus la « prime » doit être élevée
- Applications multiples
 - Sur le marché du travail : Quelle prime salariale payer à un militaire pour qu'il accepte de partir sur un théâtre d'opérations ? Quel sacrifice en terme de salaire un ingénieur informaticien estil prêt à consentir pour travailler dans le public plutôt que dans le privé ? Etc. => le risque doit faire l'objet d'une compensation salariale
 - Sur les marchés financiers: l'espérance de gain financier est beaucoup plus forte pour les placements risqués (ex. actions) que pour les placements non risqués (ex. compte d'épargne)

Risque et incertitude

- Dans le raisonnement précédent, on suppose que l'individu connaît parfaitement les probabilités (p) d'occurrence des différents événements ; or dans de nombreux cas, il ne les connaît pas, ou n'en a qu'une vague idée
- Distinction classique attribuée à Knight : dichotomie entre les situations où on connaît les probabilités (situation de « risque») et les situations où on ne les connaît pas (situation « d'incertitude »)
- Réalité plus complexe : l'individu fait ses calculs à partir de supputations = probabilités « subjectives » ; il pondère ces probabilités par la confiance qu'il a dans ces supputations ; moins il a confiance, plus il est dans l'incertitude => un continuum de la connaissance parfaite des probabilités (objectives) à l'incertitude (la plus radicale) (Keynes)

Au-delà de l'approche économique standard

- L'apport de l'économie comportementale («behavioural economics ») inspirée de la psychologie expérimentale => les écarts par rapport à la rationalité « parfaite », et notamment en matière de choix en incertitude et de rapport au risque (Kahneman, prix Nobel) => Remise en cause de l'homo oeconomicus qui est supposé "avoir l'intelligence d'Einstein, la mémoire de Big Blue [le plus gros ordinateur d'IBM], et la force de caractère du Mahatma Ghandi » (Thaler, Prix Nobel)
- L'apport de la sociologie => différenciation et contextualisation des comportements
 - La catégorie même de risque n'est pas universelle et atemporelle (Bourdieu, Ewald)
 - La diversité et la complexité des comportements, notamment « à risques »

II – La gestion du risque: modalités et institutions

- La gestion individuelle
 - Eviter le risque
 - Auto-assurance => l'épargne de précaution
 - La diversification (« ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier »)
 - Pour le risque de patrimoine => diversifier son portefeuille d'actifs
 - Pour le risque de revenu d'activité: par exemple travailler à mitemps dans le public et à mi-temps à son compte; cette diversification fréquente dans les couples (ex. femmes fonctionnaires et mari agriculteur ...) => dans le cas des couples au-delà de la diversification suppose aussi la mutualisation (cf. plus bas)
 - Pour le risque d'entreprendre => diversifier ses produits (cf. polyculture plutôt que monoculture dans villages traditionnels)

II – La gestion du risque: modalités et institutions

- Le transfert du risque à autrui (moyennant paiement)
 - Ex. d'une transaction à terme
 - Un agriculteur en février 2019 vend son blé à terme à 4 mois (juin) à 200 € la tonne à un courtier
 - En juin, le courtier achète le blé à 200€ la tonne à l'agriculteur, et le revend sur le marché : si prix du blé en juin > 200€, il gagne, si <200€, il perd => courtier = spéculateur
 - Ex. du risque d'entreprise : statut des sociétés qui limite la « responsabilité » => l'entrepreneur transfère le risque sur les « partenaires » ou « actionnaires » ; en plus d'un transfert (partiel), il s'agit aussi d'un partage du risque

>>>> Le rôle fondamental des marchés financiers : réallouer les risques de façon optimale

II – La gestion du risque: modalités et institutions

- <u>La mutualisation</u>
 - Le rôle fondamental de la famille
 - Entraide mutuelle, notamment dans le domaine des «risques sociaux » (au départs risques qui peuvent affecter les revenus d'activité : accident (du travail), chômage, maladie, vieillesse....; substituabilité / complémentarité avec les « Etats-Providence »
 - La gestion de ces risques affecte la constitution de la famille (comportements démographiques, et notamment la natalité)
 - Les assurances
 - Paiement d'une prime contre remboursement (au moins partiel) du dommage si survenu ;
 - Loi des grands nombres et mesure des probabilités = statistiques
 - Risques plus ou moins assurables ; problèmes des risques « corrélés » ; et problèmes informationnels

- L'information, problème crucial
 - Premier cas l'assureur n'est « pas assez informé » : plus exactement : asymétrie d'information , à son détriment :
 - Sur le comportement de l'individu => l'alea moral
 - Sur le niveau de risque de l'individu => l'anti-sélection
 - Deuxième cas l'assureur est « trop informé » => sélection (écrémage)

L'alea moral

- Alea moral : quand l'assuré par son comportement accroît le risque du fait même qu'il est assuré => problème pour l'assureur ; solution : laisser à la charge de l'assuré une partie du dommage
- Illustration : l'assurance chômage
 - 1er risque : la perte d'emploi
 - alea moral aussi bien du côté de l'employeur que du salarié (et même collusion possible)
 - Solutions : 1) côté employeur : « l'experience rating » (modulation des cotisations en fonction du nombre de licenciements ; cf. les Etats-Unis) ; 2) côté salarié : taux de remplacement <100%</p>

```
2ème
       risque : rester longtemps au chômage
employabilité)
   alea moral du côté du chômeur
   Solutions: 1) taux de remplacement <100%; 2)
   dégressivité avec le temps ; 3) contrôle et sanction
```

L'antisélection

- Forme d'auto-sélection : « les meilleurs » assurés (i.e. dont le risque est faible) peuvent choisir de ne pas s'assurer s'ils estiment la prime d'assurance trop élevée => ne restent que les plus « mauvais assurés » => l'assureur doit augmenter sa prime => fuite des « meilleurs « assurés » etc. A la limite, l'assurance devient impossible (Akerlof, 1970)
- Illustration : l'assurance santé ;
 - 1^{ere} solution: obligation d'assurance => obliger les « bons » assurés à payer pour les « mauvais » (i.e. ceux dont le risque est élevé;
 - 2ème solution : faire révéler l'information en différenciant les contrats d'assurance 1) C1 = prime d'assurance élevée et bon remboursement ; 2) C2 : prime d'assurance faible et remboursement moindre

La sélection (« écrémage ») de la part de l'assureur

- Les assureurs essayent d'avoir un maximum d'information sur les risques individuels pour essayer d'adapter le montant de la prime au risque effectif => segmentation en sous-groupes (cf. assurance automobile selon l'âge), et écrémage possible (primes trop élevées pour les plus « mauvais » i.e. aux risques les plus élevés assurés, qui risquent d'être exclus de l'assurance)
- Dans certains domaines : risque de sélection accrue à cause des progrès techniques (big data) et scientifiques (ex. la santé avec la génétique)

- >>>> Paradoxe d'Hirschleifer : en matière d'assurance, le niveau optimal d'information n'est pas le niveau maximum d'information
 - Si les assurés « en savent trop » => risque d'alea moral et antisélection
 - Si l'assureur « en sait trop » => risque de sélection, écrémage
 - >>> un certain degré « voile d'ignorance » est nécessaire à la mutualisation du risque qui suppose une certaine solidarité, pas forcément consciente et voulue (Rosanvallon)

- Le rôle de l'Etat
 - Peut « assurer » les risques corrélés
 - Peut imposer un contrôle pour limiter l'alea moral
 - Peut imposer l'obligation d'assurance pour limiter l'antisélection
 - Peut imposer des règles aux assureurs limitant la sélection
 - >>> Rechercher l'efficacité (assurer au maximum au moindre coût) et l'équité (ne pas faire supporter aux plus vulnérables des coûts trop importants)

Références bibliographiques

- Bourdieu P., « La société traditionnelle. Attitude à l'égard du temps et conduite économique », Sociologie du Travail, 1963.
- Chiappori P-A., Risque et assurance, Flammarion (Dominos), 1996
- Ewald F., Histoire de l'Etat Providence, Le Livre de Poche, 1996
- Kahneman D., Système 1, système 2. Les deux vitesses de la pensée, Champs Flammarion, (2011) 2016.
- Thaler R., Sunstein C., Nudge. La méthode douce pour inspirer les bonnes décisions, (2008), 2012
- Le Breton D., Sociologie du risque, PUF, Que-Sais-Je, 2017.
- Murard N., La protection sociale, Repères, 2004.
- Peretti-Watel P., La société du risque, Repères, La Découverte, 2010.
- Peretti-Watel P., Sociologie du risque, Armand Colin, U, 2003.
- Rosanvallon P., La nouvelle question sociale, Le Seuil, 1995